

3^e TRIMESTRE 2004 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE DÉCEMBRE 2004 N° 33

L'embellie n'aura été que de courte durée. Les **prévisions de croissance de l'économie française pour 2004 sont revues à la baisse** et les **perspectives pour 2005 ne sont guère encourageantes**. Les carnets de commandes nationaux et étrangers se dégradent significativement. L'euro fort pèse indéniablement, de même que le prix du pétrole et des matières premières. En 2005, la croissance devrait se situer sous les 2 %, les scénarios les plus pessimistes affichant même 1 % seulement.

Les ingrédients d'une fin d'année plutôt morose en Loir-et-Cher sont présents dans certains indicateurs: **repli de l'investissement** et de la construction de locaux d'activités destinés au secteur économique, **du recours à l'intérim; baisse des exportations et des importations**. Les responsables interrogés sont de nouveau très circonspects sur le niveau de l'activité au cours des prochains mois, d'autant que **les carnets de commandes se sont dégonflés**; dans un cas sur trois, ils sont même jugés insuffisants et la tendance attendue au cours des prochains mois est plutôt une stabilisation de l'activité. Par ailleurs, si les chiffres d'affaires apparaissent globalement en hausse au cours de l'été, la perception issue de l'enquête de décembre est beaucoup plus nuancée. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les effectifs plafonnent, voire régressent.

Le **manque de dynamisme des services** constitue également une source d'inquié-

de. Ils n'ont tiré qu'un maigre bénéfice de la phase de reprise industrielle et semblent pour l'instant ancrés globalement dans une phase d'activité étale.

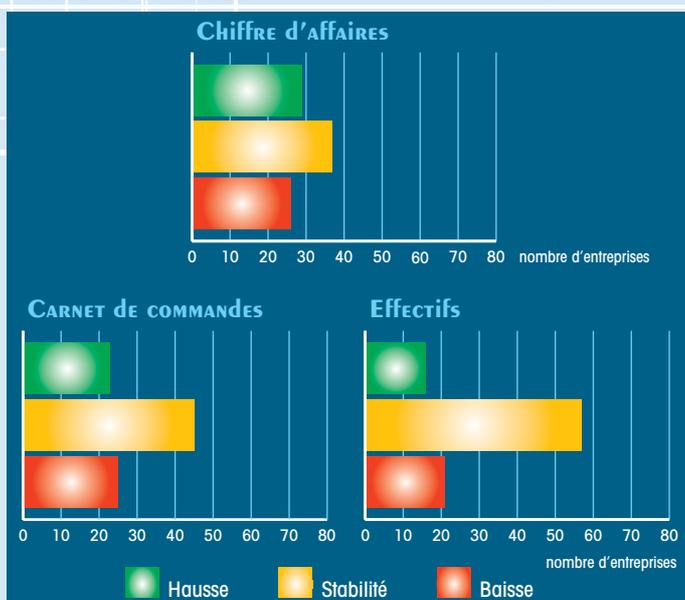
En revanche, le secteur de la **construction** se tient encore à l'abri de ces soubresauts, tiré par un **marché du logement toujours en effervescence**. Il demeure d'ailleurs largement confronté à des problèmes de recrutement. On peut redouter cependant que la demande ne commence bientôt à s'étioler devant l'érosion, lente mais régulière, des permis de construire accordés.

Parmi les **sujets de satisfaction**, on peut noter que la **santé financière** des entreprises s'est **améliorée**. De même, l'ajustement des effectifs au plus près des besoins a permis de **ne pas recourir au chômage partiel**. Les rangs des candidats à la création d'entreprises demeurent serrés, tandis que le nombre des disparitions serait plutôt en baisse pour les ressortissants du registre du commerce et des sociétés. Il opère au contraire un bond spectaculaire dans l'artisanat.

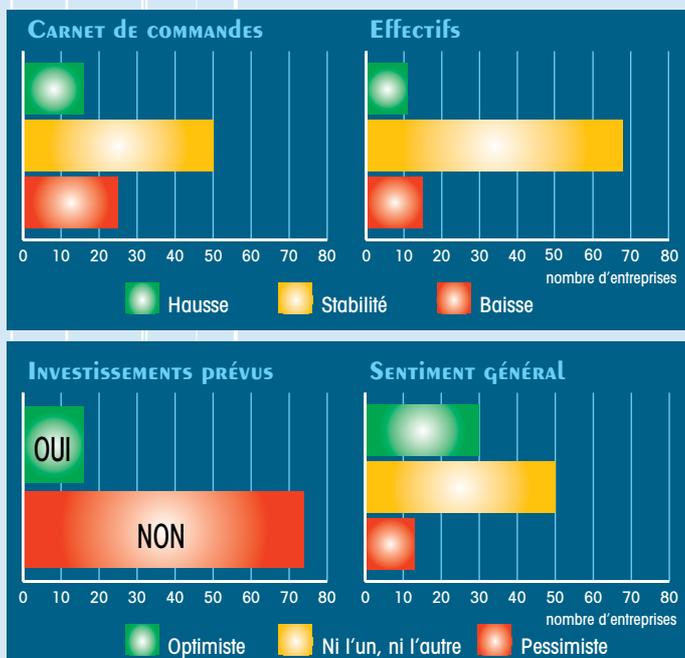
Le **volet social** apporte lui aussi quelques **éléments encourageants**. Le rythme d'accroissement du chômage a encore sensiblement décéléré et tend vers zéro. Le nombre des **bénéficiaires du RMI** apparaît simultanément **en recul**, renforçant l'hypothèse avancée en juin d'un temps de réaction à l'évolution conjoncturelle plus court qu'auparavant.

DÉJÀ LES SIGNES D'UN RALENTISSEMENT

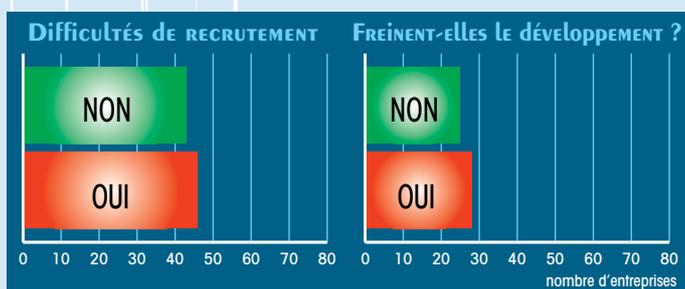
ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



PRÉVISIONS À COURT TERME



RECRUTEMENT



LE RYTHME DE CROISSANCE S'EST RALENTI

D'une année sur l'autre, à la même période, les **chiffres d'affaires évoluent moins favorablement** que lors de la précédente enquête. Ils sont **plus élevés dans une entreprise sur trois** (près de la moitié en septembre), mais ils sont **plus faibles dans une proportion presque équivalente**. C'est le cas en particulier dans l'industrie (plus d'un tiers), alors que la stabilité l'emporte largement dans les services.

La proportion des responsables jugeant leur **carnet de commandes insuffisant repart à la hausse: 3 sur 10** en moyenne, mais 4 sur 10 dans l'industrie. Ceux qui le jugent **élevé** sont a contrario moins nombreux, **moins de 2 sur 10**. Dans les services, ils sont considérés comme normaux par deux tiers des dirigeants. Les prévisions réalisées en septembre ont ainsi été démenties.

Les volumes d'affaires se sont contractés dans près de 3 entreprises sur 10 (plus encore dans les services), alors qu'une baisse n'était envisagée que dans moins de 2 sur 10. En parallèle, les cas de croissance sont un peu moins nombreux qu'attendu. Pour les **prochains mois**, les dirigeants tablent en **majorité sur un maintien de l'activité** au niveau actuel, **mais près de 3 sur 10 anticipent un recul** (2 sur 10 seulement dans la construction).

Les **besoins en main-d'œuvre** apparaissent toujours **peu importants**. Les **effectifs** se sont accrus dans un nombre restreint d'entreprises et ont au contraire **diminué dans près de 2 sur 10**, surtout dans l'industrie. Les **évolutions** en la matière devraient rester **limitées à court terme**. On note toutefois que les responsables prévoyant une réduction de leur personnel sont de nouveau un peu plus nombreux que ceux envisageant une augmentation.

De moindres besoins, des demandeurs d'emploi nombreux, les **difficultés à recruter sont logiquement moins prégnantes** qu'il y a un an. Globalement, un **peu plus de la moitié des responsables** interrogés déclarent néanmoins y être confrontés. Cette proportion atteint **près de 80 % dans la construction**. Elles constituent un frein au développement de l'entreprise pour 1 dirigeant sur 2 (contre 2 sur 3 en décembre 2003), mais davantage dans les services et la construction que dans l'industrie.

L'incertitude regagne du terrain. Près de 6 responsables sur 10 ont en effet un sentiment mitigé sur l'évolution de l'activité au cours des prochains mois. Les rangs des **optimistes** apparaissent parallèlement **plus clairsemés** qu'en septembre (3 sur 10), mais ceux des pessimistes ne grossissent que très peu. Notons que le moral apparaît bien meilleur dans la construction que dans les autres secteurs. Le manque de visibilité influe évidemment sur les **intentions d'investir qui retombent à l'un de leurs plus bas niveaux**.

FORTE REMONTÉE DES RADIATIONS D'ENTREPRISES ARTISANALES

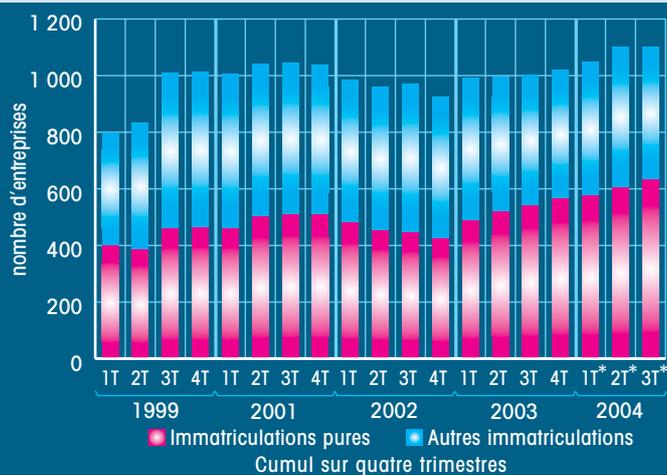
La période estivale a peu freiné l'ardeur des candidats à la **création de nouvelles entreprises**. Au cours des douze derniers mois, les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie font état de **634 créations pures** ①, soit **17 % de plus** que durant la période antérieure.

Proportionnellement, les nouvelles vocations profitent davantage aux transports, aux services collectifs et aux hôtels, cafés et restaurants. La construction et le commerce restent également des valeurs sûres. En revanche, l'industrie est toujours exclue de ce mouvement porteur.

Parallèlement, le nombre des **radiations pures** ② paraîtrait en repli. Les informations les concernant sont cependant encore **très provisoires** pour les trois derniers trimestres et à manier avec précaution. Elles indiqueraient pour l'heure un total de **290 disparitions** sur un an.

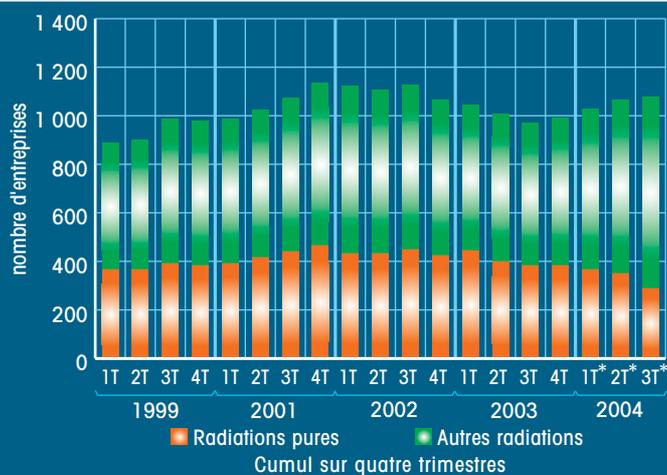
Le nombre des **radiations d'entreprises artisanales** ③ a opéré un **bond spectaculaire** durant l'été (132); il est supérieur de 50 % à celui enregistré au printemps et au 3^e trimestre 2003. C'est d'ailleurs le total le plus élevé depuis la création de l'*Indicateur 41* en 1996. Les services sont les plus touchés, mais le bâtiment n'est pas épargné. Les **immatriculations se maintiennent** heureusement à un **très bon niveau** (113), grâce en particulier au redressement de l'alimentation. Elles fléchissent en revanche dans le bâtiment, tout en restant plus nombreuses qu'à l'été 2003. Le **solde est négatif de 19 unités** pour ce trimestre. En **données cumulées sur douze mois**, il reste positif de 13 unités. Le total des mouvements se situe à un niveau record, tant pour les immatriculations (451) que pour les radiations (438).

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



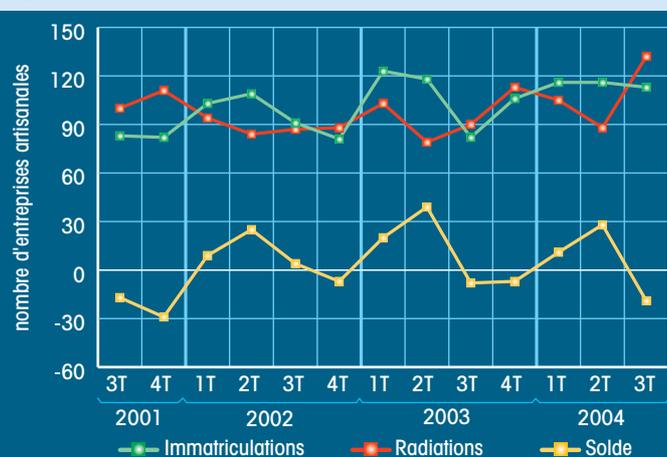
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



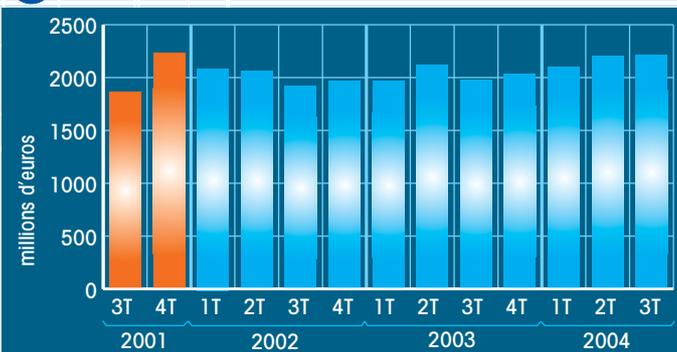
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



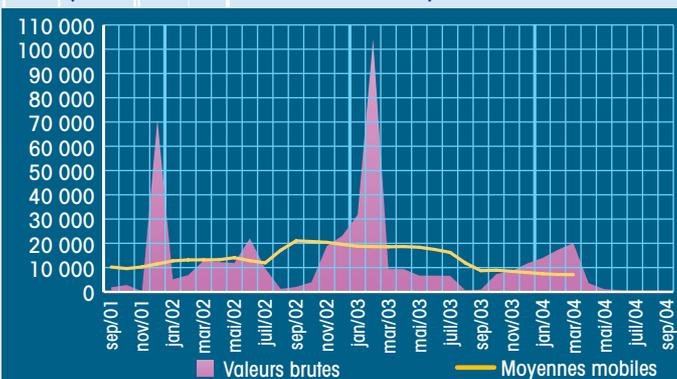
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



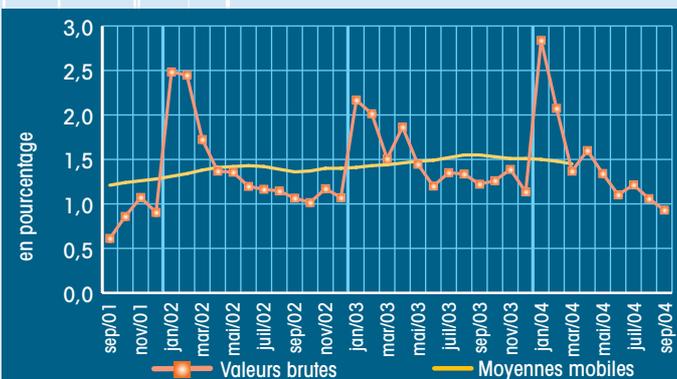
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

SITUATION ASSAINIE, MAIS CROISSANCE MOLLE

L'activité est restée soutenue durant l'été, mais certains indicateurs sont assez alarmants.

Le montant global des **chiffres d'affaires des entreprises** ① du département est en **très légère augmentation** par rapport au trimestre précédent à 2215 M€. L'évolution demeure donc favorable (+ 12 % sur l'été 2003). En données cumulées sur un an, le total (8556 M€) est supérieur de 6,4 % à celui des douze mois précédents.

L'évolution du **recours au travail temporaire** ② est **en revanche préoccupante**. Le nombre des demandes préalables à l'embauche enregistrées à ce titre par l'URSSAF (24781) est en effet de nouveau en **baisse : 1,7 % de moins qu'au printemps** dernier, mais surtout **4 % de moins qu'à l'été 2003**. En **cumul annuel**, le total est toujours **inférieur** à celui des douze mois précédents (- 4,3 %).

Les entreprises n'ont pratiquement pas eu à faire appel à des mesures de **chômage partiel** ③, **200 heures**¹ seulement, ce qui tranche singulièrement avec la situation observée entre juillet et septembre 2003. Sur **douze mois**, le total est **inférieur de 62 %** à celui de la période antérieure.

Le montant des **cotisations appelées** ④ par l'URSSAF², qui reflète la masse salariale, a augmenté de 4,5 % au cours du trimestre à 224,5 M€. Ce montant est toutefois inférieur de 0,5 % à celui de l'été 2003. En cumul sur douze mois, l'évolution est elle aussi négative de 0,3 %, alors que la hausse des prix tourne autour de 2 %. Il y a donc moins de salaires versés, c'est-à-dire moins d'emplois. La situation des entreprises apparaît en revanche assainie. En effet, la **part des cotisations restant dues** à l'échéance ressort à 0,93 % fin septembre, soit le taux le plus faible depuis deux ans.

LES EXPORTATIONS RECHUTENT

Après deux trimestres consécutifs de reprise, les **exportations** ⑤ de produits manufacturés de notre département **se sont repliées de 6,1 % à 350 M €**. Elles restent néanmoins supérieures de 20 % au résultat du 3^e trimestre 2003. L'évolution au cours de l'été est plus défavorable en Loir-et-Cher qu'en région Centre où le recul est limité à 2,7 %. La baisse est particulièrement sensible

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

dans l'industrie automobile (- 19 %), la fabrication de machines et équipements (- 13 %) et les industries agro-alimentaires (- 10 %) pour lesquelles l'amélioration n'aura donc été que passagère. En **données cumulées sur quatre trimestres**, le total est encore **supérieur de 9,7 %** à celui de la période antérieure avec **1,403 milliard d'euros** (Centre, + 6,2 %).

Les **importations se contractent** de nouveau légèrement à **275 M€**. Le recul est limité sur les trois derniers mois (- 1,4 %, contre - 6,4 % pour le Centre), mais **atteint 7,9 % par rapport à l'été 2003**. Signe là encore alarmant, on constate qu'à l'exception de la chimie, toutes les **branches liées à l'investissement des entreprises sont en repli** et en particulier les machines et équipements (- 17 %) et les instruments de précision (- 29 %). En **cumul annuel**, le total s'établit à **1,171 milliard d'euros**, en **baisse de 3,6 %** par rapport aux douze mois précédents. Pour l'ensemble de la région, l'évolution est au contraire légèrement positive (+ 1,4 %).

Le solde de la balance commerciale du Loir-et-Cher en produits manufacturés se réduit de 20 % en trois mois à **75,5 M€**. Il était négatif au même trimestre de l'année dernière. Le **taux de couverture**³ ressort à 120 %; celui de la région Centre s'élève un peu, à 114 %.

LES INVESTISSEMENTS S'INSCRIVENT DE NOUVEAU EN BAISSÉ

Comme le laissait supposer la baisse des importations de biens d'équipement, **l'investissement des entreprises** **6** est en recul assez net sur les trois derniers mois: - 13 % pour un montant de 65,4 M€, selon les données des Services Fiscaux. La tendance est donc de nouveau défavorable, même si le gain par rapport à l'été 2003 est encore substantiel (+ 18 %).

Avec un total trimestriel de **53 662 m²**, la **construction de locaux d'activités** **7** est restée stable par rapport au printemps. En **cumul sur quatre trimestres**, les superficies mises en chantier s'élèvent à **1 834 63 m²**, soit un **déficit de 18 %** par rapport à la période antérieure. Cette tendance contraste singulièrement avec la hausse enregistrée pour l'ensemble de la région (+ 4,6 %). Elle confirme la baisse de l'investissement et se révèle d'autant plus préoccupante qu'elle concerne en particulier l'industrie, le commerce (- 29 % chacun) et les bureaux (- 82 %). Parmi les activités purement économiques, seules les surfaces destinées au stockage et à la logistique progressent (+ 111 %). Le volume des autorisations laisse toutefois espérer une petite amélioration dans l'industrie et, globalement, le maintien des niveaux actuels.

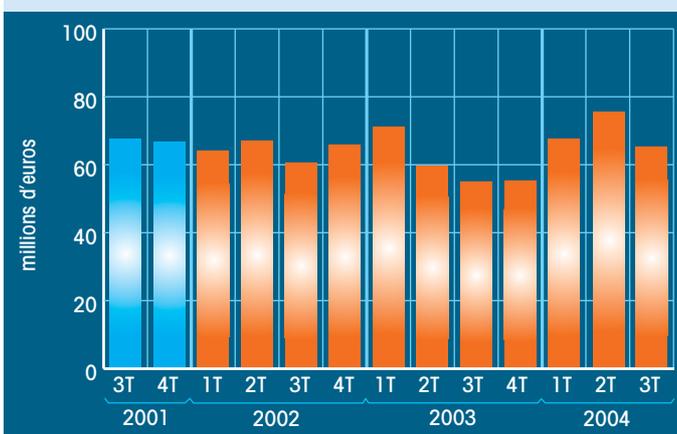
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

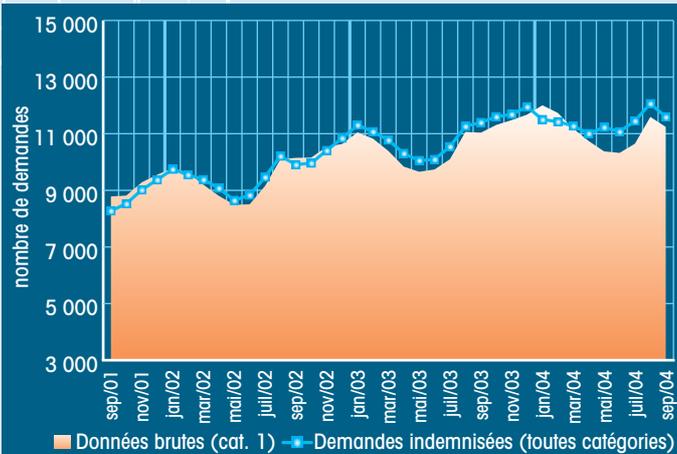
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

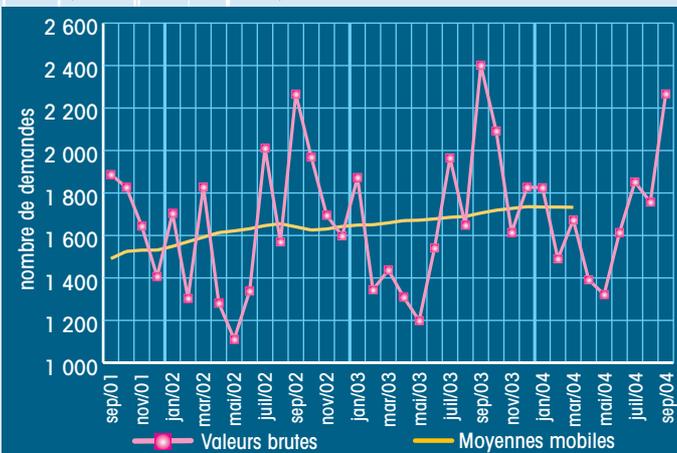
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

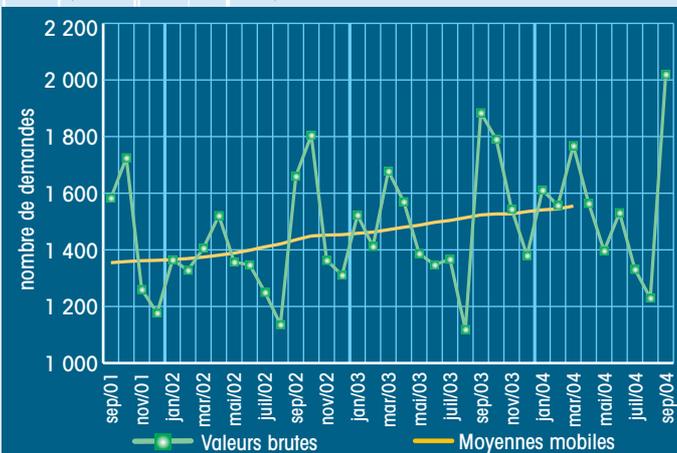
2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

AUGMENTATION TRÈS RALENTIE du chômage

L'été s'est révélé bénéfique pour les **chômeurs** du département dont les **effectifs se sont réduits de 3,4 % en données corrigées des variations saisonnières** (Centre + 0,7 %, France - 0,3 %). **Sur un an**, l'augmentation adopte un rythme très limité puisqu'au **30 septembre**, le Loir-et-Cher compte **11 241 demandeurs d'emploi** (catégorie 1) en données brutes, soit **1,9 % seulement de plus** qu'en septembre 2003. Rappelons que le taux d'accroissement annuel était encore de 6 % en juin. Légèrement supérieure au taux national (+ 0,5 %), cette évolution apparaît la plus favorable de la région (moyenne + 4,1 %). C'est dans le Loiret et l'Eure-et-Loir que la progression est la plus forte (+ 5,4 %).

Dans la zone d'emploi de **Romorantin**, le **chômage continue d'augmenter** sur un rythme annuel assez soutenu, quoique plus mesuré qu'auparavant (+ 5,3 %), tandis que **la décrue se poursuit**, voire se renforce, **en Vendômois** (- 2,2 %). C'est dans **la zone de Blois** que l'évolution estivale semble avoir été **la plus favorable** avec un taux annuel de croissance du chômage revenu à 1,9 %, contre 7,5 % en juin.

Au 30 septembre, **11 591 chômeurs étaient indemnisés** ① (toutes catégories confondues) soit 1,9 % de plus qu'un an auparavant.

On assiste à un **resserrement très net** des taux d'évolution annuelle **selon le sexe** (+ 1,9 % pour les hommes, + 1,8 % pour les femmes), sauf dans le Romorantin où le chômage masculin augmente deux fois plus vite. **Le recul du nombre de demandeurs de moins de 25 ans se confirme**: - 1,4 % dans l'ensemble et même - 4,5 % pour les hommes; il s'est étendu aux trois bassins d'emploi, mais demeure plus rapide dans celui de Vendôme. L'évolution la plus défavorable concerne les plus de 50 ans (+ 5,8 %) et plus particulièrement dans le Romorantin pour les hommes (+ 27,2 %). Bien qu'en retrait par rapport à juin, le **rythme annuel de croissance du chômage de longue durée est encore élevé**: + 7,1 %; la situation est plus dégradée dans le bassin de Blois (+ 9,7 %). Le phénomène le plus marquant est la **nouvelle progression du chômage de très longue durée**, le nombre des personnes inscrites depuis deux à trois ans augmentant de 14,6 %. Pour les qualifications, une amélioration se dessine nettement pour les cadres, dont le nombre augmente de 2 % seulement contre + 12,7 % en juin. Les **agents de maîtrise** restent en revanche sur une pente de + 18,7 % sur un an.

Les flux de **nouvelles inscriptions à l'ANPE** ② (6014 entre juillet et septembre) se révèlent **moins fournis** qu'au 3^e trimestre 2003 (- 2,3 %). Cette évolution rompt ainsi avec la tendance haussière enregistrée depuis le début de l'année. **En cumul sur douze mois**, le volume est

supérieur de 3,7 % à celui de la période antérieure, taux une nouvelle fois plus élevé que celui constaté au niveau régional ou national. La **décruite semble s'amorcer pour les licenciements économiques** (17 % de moins qu'à l'été 2003) et les autres licenciements (- 12 %). Les inscriptions après une mission de travail temporaire se raréfient davantage (- 20 %). En revanche, **l'arrivée des jeunes sur le marché du travail reste massive** (+ 25 %).

De leur côté, les **flux de sorties** ⚡ des fichiers de l'Agence continuent à s'étoffer. On en compte 4581 entre juillet et septembre, soit **4,8 % de plus** que durant l'été 2003. En **cumul annuel**, le total dépasse le précédent de 5,4 % ; l'augmentation est plus réduite dans le Centre (+ 4,6 %) et dans le pays (+ 2,8 %). Les **reprises d'emploi**, qui représentent 28 % des sorties, sont toujours en **progression très sensible**, rejointe ce trimestre par les entrées en stage.

Mouvements croisés pour les **taux de chômage** ④ du Loir-et-Cher et du Centre : le premier **perd 0,1 point** par rapport à juin pour revenir à 8,7 % comme au 1^{er} trimestre ; le second prend 0,1 point à 8,8 %. Dans la région, l'écart entre départements grandit et atteint près de 2 points entre le Loiret (7,9 %) et le Cher (9,8 %). Le taux est en recul dans les zones d'emploi de Blois (8,5 %) et de Romorantin-Lanthenay (9,7 %) ; en revanche, il augmente dans celle de Vendôme (8,1 %).

Moins d'offres à l'ANPE, mais plus de déclarations d'embauche

La **rechute est sévère pour les offres d'emploi** ⚡ déposées à l'ANPE. Au cours de l'été, **2426 offres** seulement ont été recensées, soit **8,8 % de moins** qu'au 3^e trimestre 2003. Dans le même temps, leur nombre s'est stabilisé dans la région et a légèrement augmenté en France.

Toutes les catégories sont concernées : repli d'environ 7,5 % pour les emplois durables ou temporaires, alors que pour ces derniers, on note une croissance aux échelons géographiques supérieurs. Le fait le plus marquant est cependant la **faiblesse des offres d'emplois occasionnels** (moins de 3 mois), généralement fournies à cette époque de l'année et qui **reculent de 19 %** par rapport à l'été 2003. En **cumul annuel**, le volume global est toujours très proche de celui des douze mois précédents, mais les offres d'emplois durables perdent plus de 4 %.

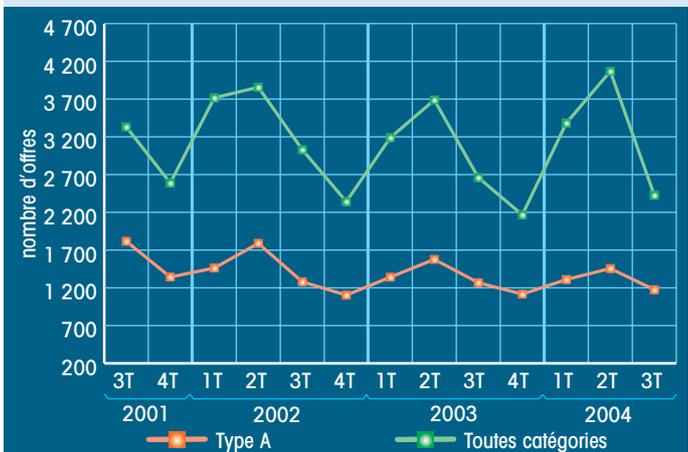
À l'opposé, les **déclarations préalables à l'embauche** ⑥ recensées par l'URSSAF sont en **augmentation assez sensible** : 16047 entre juillet et septembre (hors agriculture et intérim), soit **5,6 % de plus** qu'au 3^e trimestre 2003. L'évolution est **positive dans l'ensemble des grands secteurs**, moins marquée cependant dans l'industrie (+ 1,7 %) et beaucoup plus forte dans le BTP (+ 11,8 %). En **données cumulées** sur douze mois, le gain est plutôt limité (+ 2,3 %), en particulier dans les services. Le bâtiment fait une nouvelle fois exception avec une progression de 20 %.

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

⑤ Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source ANPE

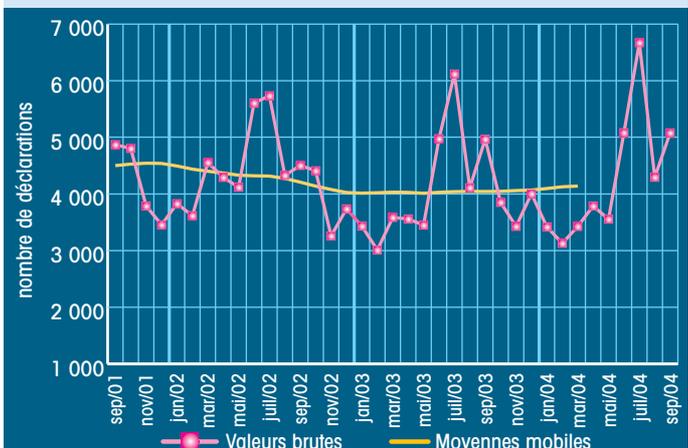
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

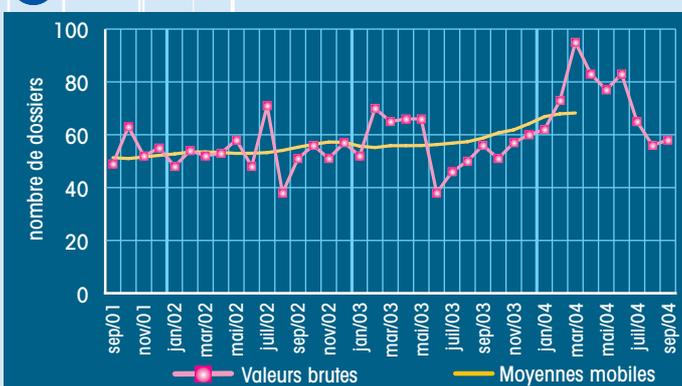
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



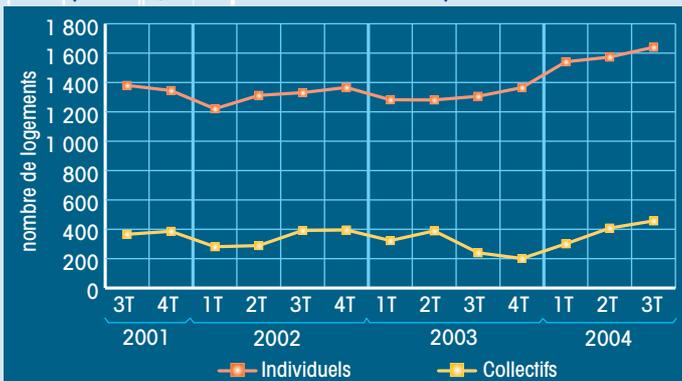
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitaldel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LA PRÉCARITÉ RECULE UN PEU

L'arrêt de la progression du nombre des **bénéficiaires du RMI** ① enregistré au 2^e trimestre a été plus que confirmé. Avec **4001** personnes dans le dispositif au 30 septembre, on assiste en effet à un **recul de 2,3 %** en 3 mois. Par rapport à septembre 2003, l'augmentation reste encore assez élevée, **+ 7 %**.

Côté **surendettement** ②, les choses se normalisent peu à peu après les bouleversements consécutifs à la mise en place de la nouvelle procédure. Le nombre de **nouveaux dossiers (179)** est en **baisse très sensible** sur le trimestre (- 26 %). Il demeure néanmoins **supérieur de près de 18 % à celui de l'été 2003**, évolution trois fois plus importante que dans le Centre ou la France. Les volumes en **données cumulées** sur 4 trimestres (**820 dossiers**) sont évidemment toujours largement plus étoffés que précédemment : **+ 22 %** en Loir-et-Cher, **+ 17 %** dans la région et le pays.

LA DEMANDE DE LOGEMENTS RESTE TRÈS FORTE

Après deux trimestres consécutifs d'intense activité, la **construction de nouveaux logements** ③ s'accorde une **petite pause** avec **473 mises en chantier** entre juillet et septembre, une centaine de moins qu'au printemps. Pour un trimestre estival, il s'agit toutefois d'un **excellent résultat**, supérieur de 116 unités à celui de l'été 2003. Le recul concerne uniquement les programmes collectifs, le logement individuel ayant une nouvelle fois dépassé la barre des 400 mises en chantier.

En **données cumulées** sur 12 mois, ce sont **2097 logements** qui ont été commencés dans notre département, soit une **augmentation de 36 %** par rapport à la période antérieure. Pour l'ensemble de la région, le gain est de 16 %. Le nombre des autorisations délivrées au cours du trimestre demeure élevé. Il s'inscrit néanmoins dans une tendance d'érosion lente et régulière depuis un an.

Les transactions dans l'**immobilier ancien** ont réalisé un nouveau **bond spectaculaire : 152 M €** ce trimestre, soit 22 % de plus qu'au cours du printemps dernier ou de l'été 2003. **Sur les douze derniers mois**, le total atteint 500 M€, en hausse de 17 % sur la période précédente. La demande de logements reste donc forte dans ce secteur, poussant les prix toujours plus haut. Signalons qu'en France, les prix du m² dans l'ancien ont doublé en 7 ans. L'élargissement envisagé du prêt à taux zéro à l'accession à la propriété dans l'ancien sans condition de travaux ne pourrait que renforcer la tendance.